

Décision n° 2019-XXX du
portant création des comités locaux d'action sociale au sein du Centre
d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et
l'aménagement et fixant leur composition

Le directeur général du Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu la loi n° 2013-431 du 28 mai 2013 portant diverses dispositions en matière d'infrastructures et de services de transports, notamment le titre IX et l'article 50 ;

Vu le décret n° 2013-1273 du 27 décembre 2013 relatif au Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement ;

Vu le décret du 27 avril 2018 portant nomination du directeur général du Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement ;

Vu l'arrêté du 9 octobre 2014 relatif au comité central d'action sociale, aux commissions régionales de concertation de l'action sociale et aux comités locaux d'action sociale, au ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie et au ministère du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité ;

Vu la délibération n° 2015-38 du conseil d'administration du Cerema fixant l'organisation générale de l'établissement et de son comité de direction ;

Vu la décision n° 2016-207 du 4 juillet 2016 portant organisation de la direction technique Eau, mer et fleuves et de son comité de direction ;

Vu la décision n° 2018-246 du 3 mai 2018 portant organisation de la direction technique Infrastructures de transport et matériaux et de son comité de direction ;

Vu la décision n° 2018-34 du 25 janvier 2018 portant organisation de la direction technique Territoires et ville et de son comité de direction ;

Vu la décision n° 2016-127 du 10 mai 2016 portant organisation de la direction territoriale Centre-Est et de son comité de direction ;

Vu la décision n° 2016-309 du 19 décembre 2016 portant organisation de la direction territoriale Est et de son comité de direction ;

Vu la décision n° 2016-143 du 11 mai 2016 portant organisation de la direction territoriale Ile-de-France et de son comité de direction ;

Vu la décision n° 2017-294 du 29 novembre 2017 portant organisation de la direction territoriale Méditerranée et de son comité de direction ;

Vu la décision n° 2016-115 du 20 avril 2016 portant organisation de la direction territoriale Normandie-Centre et de son comité de direction ;

Vu la décision n° 2018-104 du 30 mars 2018 portant organisation de la direction territoriale Nord-Picardie et de son comité de direction ;

Vu la décision n° 2018-73 du 1^{er} mars 2018 portant organisation de la direction territoriale Ouest et de son comité de direction ;

Vu la décision n° 2018-19 du 23 janvier 2018 portant organisation de la direction territoriale Sud-Ouest et de son comité de direction ;

Vu l'avis du comité technique d'établissement du Cerema en sa séance du 8 février 2019.

décide

Chapitre I : Création de comités locaux d'action sociale

Article 1

A compter de la publication de la présente décision, il est créé au sein du Cerema :

- un comité local d'action sociale auprès du directeur de la direction technique Eau, mer et fleuves,
- un comité local d'action sociale auprès du directeur de la direction technique Infrastructures de transport et matériaux,
- un comité local d'action sociale commun à la direction technique Territoires et ville et à la direction territoriale Centre-Est auprès du directeur de la direction territoriale Centre-Est,
- un comité local d'action sociale auprès du directeur de la direction territoriale Est,
- un comité local d'action sociale auprès du directeur de la direction territoriale Ile-de-France,
- un comité local d'action sociale auprès du directeur de la direction territoriale Méditerranée,
- un comité local d'action sociale auprès du directeur de la direction territoriale Normandie-Centre,
- un comité local d'action sociale auprès du directeur de la direction territoriale Nord-Picardie,
- un comité local d'action sociale auprès du directeur de la direction territoriale Ouest,
- un comité local d'action sociale auprès du directeur de la direction territoriale Sud-Ouest.

Chapitre II : Composition des comités locaux d'action sociale

Article 2

Les membres du comité local d'action sociale auprès du directeur de la direction technique Eau, mer et fleuves sont :

- le directeur de la direction technique Eau, mer et fleuve ou son représentant,
- un professionnel représentant le service social,
- **cinq** / **six** représentants du personnel actifs ou retraités désignés par les organisations syndicales,
- un représentant d'association reconnue comme œuvrant pour l'action sociale au niveau local.

Article 3

Les membres du comité local d'action sociale auprès du directeur de la direction technique Infrastructures de transport et matériaux sont :

- le directeur de la direction technique Infrastructures de transport et matériaux ou son représentant,
- un professionnel représentant le service social,
- cinq / six représentants du personnel actifs ou retraités désignés par les organisations syndicales,
- un représentant d'association reconnue comme œuvrant pour l'action sociale au niveau local.

Article 4

Les membres du comité local d'action sociale commun à la direction technique Territoires et ville et à la direction territoriale Centre-Est auprès du directeur de la direction territoriale Centre-Est sont :

- le directeur de la direction Technique Territoires et ville ou son représentant,
- le directeur de la direction territoriale Centre-Est, ou son représentant,
- un professionnel représentant le service social,
- dix représentants du personnel actifs ou retraités désignés par les organisations syndicales,
- un représentant d'association reconnue comme œuvrant pour l'action sociale au niveau local.

Article 5

Les membres du comité local d'action sociale auprès du directeur de la direction territoriale Est sont :

- le directeur de la direction territoriale Est, ou son représentant,
- un professionnel représentant le service social,
- six représentants du personnel actifs ou retraités désignés par les organisations syndicales,
- un représentant d'association reconnue comme œuvrant pour l'action sociale au niveau local.

Article 6

Les membres du comité local d'action sociale auprès du directeur de la direction territoriale Ile-de-France sont :

- le directeur de la direction territoriale Ile-de-France, ou son représentant,
- un professionnel représentant le service social,
- cinq / six représentants du personnel actifs ou retraités désignés par les organisations syndicales,
- un représentant d'association reconnue comme œuvrant pour l'action sociale au niveau local.

Article 7

Les membres du comité local d'action sociale auprès du directeur de la direction territoriale Méditerranée sont :

- le directeur de la direction territoriale Méditerranée, ou son représentant,
- un professionnel représentant le service social,
- sept / huit représentants du personnel actifs ou retraités désignés par les organisations syndicales,
- un représentant d'association reconnue comme œuvrant pour l'action sociale au niveau local.

Article 8

Les membres du comité local d'action sociale auprès du directeur de la direction territoriale Normandie-Centre sont :

- le directeur de la direction territoriale Normandie-Centre, ou son représentant,
- un professionnel représentant le service social,
- **six** représentants du personnel actifs ou retraités désignés par les organisations syndicales,
- un représentant d'association reconnue comme œuvrant pour l'action sociale au niveau local.
-

Article 9

Les membres du comité local d'action sociale auprès du directeur de la direction territoriale Nord-Picardie sont :

- le directeur de la direction territoriale Nord-Picardie, ou son représentant,
- un professionnel représentant le service social,
- **six** représentants du personnel actifs ou retraités désignés par les organisations syndicales,
- un représentant d'association reconnue comme œuvrant pour l'action sociale au niveau local.

Article 10

Les membres du comité local d'action sociale auprès du directeur de la direction territoriale Ouest sont :

- le directeur de la direction territoriale Ouest, ou son représentant,
- un professionnel représentant le service social,
- **sept** / **huit** représentants du personnel actifs ou retraités désignés par les organisations syndicales,
- un représentant d'association reconnue comme œuvrant pour l'action sociale au niveau local.

Article 11

Les membres du comité local d'action sociale auprès du directeur de la direction territoriale Sud-Ouest sont :

- le directeur de la direction territoriale Sud-Ouest, ou son représentant,
- un professionnel représentant le service social,
- **six** représentants du personnel actifs ou retraités désignés par les organisations syndicales,
- un représentant d'association reconnue comme œuvrant pour l'action sociale au niveau local.

Chapitre III : Dispositions finales

Article 12

La présente décision abroge la n°2015-202 en date du 4 juin 2015.

Article 13

La présente décision sera publiée au bulletin officiel du Cerema.

Fait à Bron, le

Le directeur général

Pascal Berteaud